

Ce que deux décennies de réforme économique ont fait pour la croissance de la productivité en Grande-Bretagne

David Card*

Université de la Californie, Berkeley et NBER

Richard B. Freeman

London School of Economics, Université Harvard et NBER

Pendant une bonne part des XIX^e et XX^e siècles, l'économie britannique, à laquelle on doit la révolution industrielle, a affiché un dossier de croissance décevant, en subissant un recul marqué depuis les rangs supérieurs des tableaux économiques. En 1979, le Royaume-Uni occupait le 12^e rang pour le PIB par habitant parmi les pays avancés de l'OCDE, loin derrière l'Allemagne, la France et les autres économies de l'UE.¹ Cette piètre performance économique a amené les gouvernements qui se sont succédé au Royaume-Uni à se donner des politiques visant à ramener l'économie dans les « grandes ligues ». De Margaret Thatcher à Tony Blair, en passant par John Major, ces réformes ont visé à accroître l'efficacité des marchés du travail et des produits et à limiter l'intervention gouvernementale et institutionnelle dans la prise de décisions économiques.²

Aura-t-il fallu deux décennies de réforme économique pour provoquer un revirement du marché dans l'économie du Royaume-Uni par rapport aux autres économies avancées de l'OCDE, ou le Royaume-Uni n'a-t-il que suivi la voie tracée par ses pairs? Qu'ont fait les réformes pour la production économique globale et le revenu moyen des citoyens? Ont-elles amélioré la position du Royaume-Uni dans les tableaux de la ligue économique?

Cet article développe ces questions. Nous commençons par établir que, pendant les années 80 et 90, le Royaume-Uni a freiné les reculs relatifs du PIB par habitant et de la productivité du travail qui avaient caractérisé les décennies antérieures, et partiellement refermé l'écart de revenu par habitant avec la France et l'Allemagne, par des gains relatifs de l'emploi et du nombre d'heures travaillées. Certes, le Royaume-Uni n'a pas connu la même explosion de la « nouvelle économie » que les États-Unis, mais il a combiné des taux élevés d'emploi avec une montée des salaires réels pour les travailleurs : c'est une réalisation que les États-Unis n'ont pu inscrire à leur palmarès avant la fin des années 90. Nous examinons ensuite le lien entre les réformes et les résultats. Puisqu'il n'y a pas de données concrètes toutes faites avec lesquelles comparer la performance observée du Royaume-Uni, notre analyse est plus subjective. Partant d'analyses macro-économiques et des données micro-économiques que nous livrent plusieurs études complémentaires, par contre, nous concluons que les réformes économiques ont contribué à stopper la tendance presque séculaire du déclin économique relatif du Royaume-Uni par rapport à ses concurrents de toujours, l'Allemagne et la France.

Tableau 1
Produit intérieur brut réel par habitant pour divers pays, 1960-1998

	En dollars U.S. de 1998 Selon taux de change PPA			Par rapport à U.S.=100 Taux de change PPA		
	1960	1979	1998	1960	1979	1998
Royaume-Uni	9 974	15 202	21 502	74	68	66
Principaux concurrents :						
Allemagne de l'Ouest	9 842	17 769	24 868	73	80	77
France	8 546	17 064	22 255	64	77	69
États-Unis	13 414	22 254	32 413	100	100	100
Autres pays :						
Italie	7 286	15 369	22 234	54	69	69
Autriche	7 666	15 817	23 930	57	71	74
Belgique	8 069	16 016	24 239	60	72	75
Danemark	9 793	16 807	26 176	73	76	81
Pays-Bas	9 351	16 736	24 008	70	75	74
Norvège	8 120	16 244	27 581	61	73	85
Suède	9 894	16 765	21 218	74	75	65
Japon	4 672	14 812	24 170	35	67	75
Canada	10 503	19 099	25 496	78	86	79
Rang du R.-U. (sur 13)				3^e	12^e	12^e

Source : U.S. Bureau of Labor Statistics (2000).

La preuve faite dans la version intégrale du présent article révèle que les gouvernements du Royaume-Uni ont fait d'énormes progrès en imprimant une orientation pro-marché à l'économie dans le contexte de la réforme des deux dernières décennies. À la fin des années 70, le Royaume-Uni se situait près du milieu de l'ensemble des pays avancés pour la convivialité-marché de ses institutions, selon plusieurs indices bien connus de « liberté des marchés » et de compétitivité. Certains indices situaient le Royaume-Uni encore plus bas, reflétant des facteurs comme le taux relativement élevé de propriété gouvernementale, les contrôles des taux de change, et les taux d'imposition marginaux élevés. À la fin des années 90, par contre, le Royaume-Uni se situait aux premiers rangs — tout près des États-Unis, voire devant, dans certains cas. Dans la mesure où l'orthodoxie économique reste valable et dans la mesure où une plus nette orientation marché des politiques et des institutions signifie un meilleur fonctionnement des marchés et des résultats

économiques supérieurs, le Royaume-Uni devrait avoir profité de ces réformes par une amélioration de sa performance économique relative. Mais qu'en est-il dans les faits?

Tendances de la croissance du PIB par habitant et de ses composantes au Royaume-Uni, 1960-1999

Comme point de départ, le tableau 1 présente les données du U.S. Bureau of Labor Statistics (BLS) sur le niveau et le rang du PIB par habitant de 13 principaux pays. Les chiffres du PIB réel pour chaque pays ont été convertis à une devise commune (dollars US de 1998) par application de taux de change corrigés de la parité des pouvoirs d'achat (PPA). La comparaison des chiffres de 1960 et 1979 pour le Royaume-Uni fait ressortir que, avant 1980, la performance économique relative du Royaume-Uni était en régression par rapport à celles des États-Unis (étant passée de 74 % à 68 % de la moyenne des

Tableau 2
Décomposition des taux de croissance relative du PIB par habitant
entre le Royaume-Uni et les autres pays

	Différence du taux de croissance du PIB/habitant (1)	Décomposition 1 PIB/ travailleur (2)	Emploi/ habitant (3)	Décomposition 2 PIB/ heure (4)	Heures/ habitant (5)
A. 1960-1979					
Royaume-Uni	-0,63	-1,17	0,54	-1,30	0,67
• Allemagne de l'Ouest	(0,13)	(0,11)	(0,10)	(0,09)	(0,12)
Royaume-Uni	-1,02	-1,16	0,14	-1,13	0,12
• France	(0,13)	(0,11)	(0,08)	(0,10)	(0,12)
Royaume-Uni	0,48	0,94	-0,46	1,38	-0,89
• États-Unis	(0,16)	(0,12)	(0,08)	(0,11)	(0,11)
B. 1979-1999					
Royaume-Uni	0,84	0,21	0,62	-0,08	0,92
• Allemagne de l'Ouest	(0,13)	(0,10)	(0,10)	(0,09)	(0,12)
Royaume-Uni	0,76	0,00	0,76	0,08	0,68
• France	(0,13)	(0,11)	(0,08)	(0,11)	(0,12)
Royaume-Uni	0,05	0,27	-0,23	0,59	-0,54
• États-Unis	(0,15)	(0,12)	(0,09)	(0,11)	(0,11)
C. Différence des taux de croissance : 1979-1999 comparativement à 1960-1979					
Royaume-Uni	1,47	1,38	0,09	1,21	0,25
• Allemagne de l'Ouest	(0,18)	(0,14)	(0,14)	(0,13)	(0,17)
Royaume-Uni	1,78	1,16	0,61	1,21	0,56
• France	(0,17)	(0,16)	(0,11)	(0,14)	(0,17)
Royaume-Uni	-0,43	-0,66	0,24	-0,79	0,35
• États-Unis	(0,21)	(0,16)	(0,13)	(0,15)	(0,16)

Notes: Les chiffres de la colonne 1 représentent la différence du taux tendanciel de croissance (estimé) du PIB par habitant entre le Royaume-Uni et le pays de référence. La décomposition 1 dans les colonnes 2 et 3 divise le PIB par habitant en PIB par travailleur occupé et emploi par habitant. La décomposition 2 dans les colonnes 4 et 5 divise le PIB par habitant en PIB par heure travaillée, et nombre d'heures par habitant. Les erreurs types estimées sont indiquées entre parenthèses.

États-Unis) et de la plupart des autres pays, dont l'Allemagne et la France. En 1960, la production par habitant du Royaume-Uni ressemblait à celle de l'Allemagne de l'Ouest, et était 15 % supérieure à celle de la France. En 1979, en Grande-Bretagne, le PIB par habitant était 15 % plus faible qu'en Allemagne de l'Ouest, 12 % plus faible qu'en France, et légèrement plus faible qu'en Italie. La Grande-Bretagne est passée du 3^e au 12^e rang dans sa ligue. Dans les années 80 et 90, le Royaume-Uni a fait meilleure figure. Le PIB par habitant en Grande-Bretagne a légèrement fléchi, passant de 68 % à 66 % de la moyenne des États-Unis. Par rapport à

l'Allemagne et à la France, le Royaume-Uni a fait de légers gains. Néanmoins, le Royaume-Uni demeurait 12^e sur les 13 pays de son groupe.

Le tableau 2 résume les décompositions des variations du taux relatif de croissance du PIB par adulte d'âge actif (15-64 ans, dans la plupart des cas) entre le Royaume-Uni et les principaux pays de référence. Nous analysons le PIB par adulte d'âge actif plutôt que le PIB par habitant afin d'éliminer la variation du PIB par habitant qui est attribuable aux changements de la fraction des enfants ou des personnes âgées au sein de la population, et qui est donc indépendante des réformes économiques.

La première colonne du tableau 2 montre le taux de croissance du PIB par adulte d'âge actif au Royaume-Uni comparativement à un autre pays de référence. Dans la deuxième et la troisième colonne, cette différence est divisée entre différences de la croissance du PIB par travailleur et de l'emploi par adulte d'âge actif; dans la quatrième et la cinquième, la différence est divisée en croissance relative du PIB par heure et nombre d'heures par adulte d'âge actif. Le groupe A décompose les taux relatifs de croissance de la période « d'avant la réforme » (1960-1979), le groupe B décompose les taux de croissance de la période de la « réforme » (1979-1999), et le groupe C fait voir la décomposition de la variation relative des taux de croissance entre les deux périodes. Ainsi, le groupe A montre que, dans la période 1960-1979, la croissance du PIB par adulte d'âge actif a été de 0,63 % par an plus lente au Royaume-Uni qu'en Allemagne de l'Ouest, et 1,02 % par an plus lente qu'en France. Cela vient de ce qu'une croissance relative *plus lente* de la productivité au Royaume-Uni a éclipsé un recul plus modeste de la croissance des intrants de travail. Par rapport aux États-Unis, par contre, le Royaume-Uni a vu son PIB par adulte d'âge actif croître 0,48 % plus vite dans les années 60 et 70, parce qu'une croissance relativement plus rapide de la productivité a surpassé un repli relatif des intrants de travail.

Le groupe B montre que, à l'ère de la réforme d'après 1980, la croissance de productivité du Royaume-Uni était *grosso modo* comparable à celles de l'Allemagne et de la France, mais que le Royaume-Uni avait des intrants de travail stables ou en progression tandis que l'Allemagne, la France et la plupart des autres pays d'Europe subissaient des reculs constants. Ainsi, si la croissance du PIB par adulte d'âge actif a été de 0,8 % plus rapide au Royaume-Uni qu'en Allemagne ou en France dans les années 80 et 90, c'est presque entièrement la conséquence de la croissance des intrants de travail. Encore une fois, le

contraste avec les États-Unis est différent : par rapport aux États-Unis, le Royaume-Uni avait une productivité en croissance un peu plus rapide, mais des intrants de travail en croissance plus modérée.

Enfin, le groupe C montre que le Royaume-Uni a accéléré sa performance économique par rapport à l'Allemagne de l'Ouest et à la France dans la période d'après la réforme. Par rapport à l'Allemagne, l'écart de croissance du PIB par adulte d'âge actif est passé de -0,63 % par an avant la réforme à +0,84 % par an dans l'ère de la réforme, pour un gain relatif net de 1,47 % par an. Que les intrants de travail soient mesurés par l'emploi ou par les heures travaillées, ce gain relatif vient essentiellement de ce que la baisse de productivité a été plus forte en Allemagne qu'au Royaume-Uni. La comparaison avec la France fait ressortir sensiblement la même chose, mais, dans ce cas-là, une fraction plus considérable de l'amélioration relative du Royaume-Uni est attribuable à un gain relatif des intrants de travail au Royaume-Uni. Dans la comparaison avec l'économie des États-Unis, par contre, le Royaume-Uni ne fait pas aussi bonne figure. Dans les années 60 et 70, la productivité a crû plus vite au Royaume-Uni qu'aux États-Unis, mais l'écart a été partiellement épongé par les reculs relatifs des intrants de travail par habitant. Après 1979, la croissance de la productivité a ralenti partout, mais davantage au Royaume-Uni qu'aux États-Unis, bien que les taux de croissance de la productivité soient demeurés plus rapides au Royaume-Uni. Le grand retournement de la tendance à la diminution de l'activité de travail au Royaume-Uni n'aura pas suffi à neutraliser tout cela.

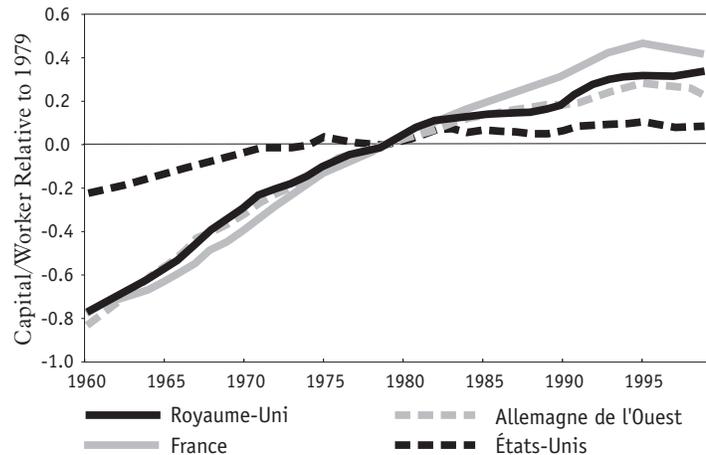
Les résultats présentés au tableau 2 révèlent que la période d'après la réforme de 1979 a coïncidé avec un retournement du régime historique de plus lente croissance du revenu par habitant au Royaume-Uni qu'en Allemagne et en France, à cause surtout de la décélération plus lente de la

croissance de la productivité au Royaume-Uni. Ils font voir également que, après 1979, la productivité du travail a progressé à peu près au même rythme au Royaume-Uni qu'en Allemagne et en France, mais que les intrants de travail par habitant ont été stables ou en légère progression en Grande-Bretagne, mais en régression en Allemagne et en France. Cette augmentation relative de l'effort de travail a débouché sur des taux de croissance supérieurs du PIB par habitant en Grande-Bretagne après 1979. Enfin, les comparaisons ne traduisent pas de revirement apparent de la performance du Royaume-Uni par rapport à celle des États-Unis. De fait, la comparaison entre les États-Unis et le Royaume-Uni est de la même nature que la comparaison entre le Royaume-Uni et l'Allemagne et la France. Les États-Unis ont connu un plus faible ralentissement de la productivité que le Royaume-Uni et une plus forte augmentation du taux de croissance des intrants de travail, si bien que le PIB par habitant a crû plus vite aux États-Unis qu'au Royaume-Uni après 1979, à l'inverse de ce qui s'était observé avant 1979.

Explications des tendances différentielles de la croissance de la productivité du travail

Une bonne part de l'amélioration de la performance économique du Royaume-Uni par rapport à celles de l'Allemagne et de la France vient de la fermeture de l'écart entre les taux de croissance de la productivité. De même, la détérioration de la performance du Royaume-Uni comparativement à celle des États-Unis dans la période d'après 1979 par rapport aux décennies antérieures est essentiellement attribuable au rétrécissement des écarts des taux de croissance de la productivité. Dans cette section, nous voyons trois explications des changements de tendances de la croissance de la productivité : les tendances relatives dans la transition de

Graphique 1
Tendances du capital par travailleur



sortie de l'agriculture, les tendances relatives du taux de croissance du capital par unité d'intrant de travail; et les tendances relatives de la qualité du travail.

La transition de sortie de l'agriculture

Une des sources largement reconnues de croissance économique est le mouvement des travailleurs qui quittent les secteurs à faible productivité comme l'agriculture pour des secteurs plus productifs comme les industries manufacturières et la distribution (p. ex., Feinstein, 1999). En 1960, seulement 5 % des travailleurs du Royaume-Uni étaient dans l'agriculture. En Allemagne de l'Ouest et en France, par contre, les fractions étaient de 14 % et 23 %, respectivement. La chute de l'emploi agricole dans ces pays au cours des années 60 et 70 peut expliquer une part de leur rapide croissance de la productivité dans cette période. Dans la mesure où le mouvement de sortie de l'agriculture était terminé à la fin des années 70, le ralentissement de la réaffectation de l'emploi peut aussi aider à expliquer que la croissance de la productivité ait connu un plus net ralentissement en Allemagne et en France qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis. Selon les calculs présentés dans la version inté-

grale du présent document, la diminution de la part de l'emploi agricole peut expliquer entre un quart et un tiers de l'écart de croissance de la productivité entre l'Allemagne et la France, d'une part, et au Royaume-Uni, d'autre part, au cours de la période d'avant 1979. Le ralentissement de la réaffectation sectorielle explique à peu près la même fraction du ralentissement — de 1,2 à 1,4 point plus rapide en Allemagne et en France qu'au Royaume-Uni — de la croissance de la productivité après 1979. Comme ces effets sont tenus pour indépendants du processus de réforme au Royaume-Uni, nous ferons une correction pour les exclure avant de tenter d'évaluer la contribution des réformes opérées au Royaume-Uni.

Variation du ratio capital-travail

Les exercices types de comptabilité de la croissance décomposent le taux de croissance de la productivité du travail en trois composantes : les variations du montant de capital disponible par unité d'intrant de travail; les variations de la « qualité » des intrants de travail; et le changement technologique ou les autres améliorations d'efficacité.³ Puisque différentes institutions et politiques peuvent toujours avoir un effet sur l'accumulation de capital physique et humain, et sur le taux de croissance de l'efficacité technologique, nous décomposons ensuite les changements des tendances relatives de la productivité du travail au Royaume-Uni en ces trois composantes.

La figure 1 illustre les tendances du capital par travailleur au Royaume-Uni, en Allemagne de l'Ouest, en France et aux États-Unis, de 1960 à 1999, en utilisant les données sur les stocks de capital physique net réel.⁴ Le taux de croissance du capital par travailleur a été plus rapide dans chacun des trois pays d'Europe qu'aux États-Unis, avant comme après 1979. Les taux de

croissance du capital par travailleur du Royaume-Uni sont très semblables à ceux de l'Allemagne de l'Ouest, mais plus faibles que ceux de la France des années 80 et du début des années 90.

Comme les taux de croissance du capital par unité de travail étaient semblables au Royaume-Uni, en Allemagne de l'Ouest et en France dans la période d'avant 1979, le taux relativement lent de la croissance de la productivité du Royaume-Uni dans la période d'avant la réforme ne reflète pas le déficit d'investissement par rapport à la croissance de l'emploi. Dans chacun des trois pays, la croissance du capital par unité d'intrant de travail a connu un ralentissement spectaculaire après 1979. Dans la période de la réforme, le capital par unité d'intrant de travail a crû à peu près au même rythme au Royaume-Uni qu'en Allemagne de l'Ouest (surtout lorsque l'intrant de travail est mesuré en heures travaillées), et légèrement plus vite qu'en France. Ces comparaisons nous font penser que l'investissement n'est pas le mécanisme primaire qui explique les gains de croissance de la productivité du Royaume-Uni par rapport à ses concurrents européens dans la période des réformes du marché. Par exemple, si les intrants de travail sont mesurés en heures travaillées, on observe que le Royaume-Uni a ajouté 1,21 % par an au taux de croissance de la productivité par rapport à l'Allemagne de l'Ouest après 1979 (voir groupe C du tableau 10). Après correction des incidences des changements de tendances du capital par heure, le gain relatif était de 1,10 (0,15+1,25). De même, le gain de croissance de la productivité par heure par rapport à la France a été de 1,21 point par an : après correction des changements de tendances du capital par heure, le gain relatif était légèrement plus grand (1,43 = 0,15+1,58).

Mais les changements de tendance de la croissance du capital par unité d'intrant de travail expliquent une bonne part des changements des tendances relatives de croissance de la productivité

Tableau 3
Sommaire des contributions aux tendances des taux de croissance
de la productivité du travail par heure travaillée

	Taux de croissance de la productivité	Shift Out l'agric.	Contributions de :		Taux de croissance de la productivité après correction :	
			Capital par heure	Qualité du travail	Sans la qualité	Avec la qualité
A. 1960-1979 :						
Royaume-Uni	3,44	0,07	1,87	--	1,50	--
Allemagne de l'Ouest	4,74	0,38	1,96	--	2,40	--
France	4,57	0,52	1,86	--	2,19	--
États-Unis	2,06	0,11	0,65	0,21	1,30	1,09
B. 1979-1999 :						
Royaume-Uni	2,10	0,02	0,68	0,57	1,40	0,83
Allemagne de l'Ouest	2,18	0,09	0,67	0,14	1,42	1,28
France	2,02	0,12	0,89	--	1,01	--
États-Unis	1,51	0,01	0,11	0,25	1,39	1,14
C. Changement d'avant 1979 à après 1979 :						
Royaume-Uni	-1,34	-0,05	-1,19	--	-0,10	--
Allemagne de l'Ouest	-2,56	-0,29	-1,29	--	-0,98	--
France	-2,55	-0,40	-0,97	--	-1,18	--
États-Unis	-0,55	-0,10	-0,54	0,04	0,09	0,05

Sources: Taux de croissance la productivité selon le tableau 9. Contributions de la sortie de l'agriculture selon le tableau 11. On a estimé la contribution de la croissance du capital par heure en multipliant par 0,35 les tendances du capital par heure dans les colonnes 4 et 5 du tableau 12. On a établi les contributions de la qualité du travail en multipliant par 0,65 les chiffres du tableau 13. Tous les tableaux se trouvent dans la version non abrégée du texte.

ité entre le Royaume-Uni et les États-Unis. L'accumulation de capital par travailleur a moins ralenti aux États-Unis qu'au Royaume-Uni (ou en Allemagne et en France), et, après correction pour tenir compte de ce fait, les taux tendanciels de croissance de la productivité sont très semblables au Royaume-Uni et aux États-Unis. Si l'on mesure l'intrant de travail en heures travaillées, le taux tendanciel de croissance de la productivité au Royaume-Uni, net du capital, a été de 1,57 % par an en 1960-1979, comparativement à 1,41 % par an aux États-Unis. En 1979-1999, la croissance tendancielle de la productivité, nette du capital, a été de 1,42 % par an au Royaume-Uni comparativement à 1,40 % par an aux États-Unis. Ainsi, les tendances relatives changeantes de la croissance de la productivité entre les deux pays sont bien expliquées par le changement des tendances relatives du capital par travailleur.

Changements de qualité du travail

Une dernière source de croissance de la productivité du travail est l'accroissement de la qualité du travail, en conséquence d'augmentations des niveaux de scolarité ou de l'évolution d'autres caractéristiques de qualification de la population active. Selon les données disponibles, l'augmentation de la qualification scolaire a été plus grande au Royaume-Uni qu'en Allemagne (p. ex., Broadberry et Wagner, 1996), mais la disparition du système d'apprentissage au Royaume-Uni (Blanchflower et Lynch, 1994) pousse à conclure que la Grande-Bretagne a été distancée par les autres pays d'Europe dans un domaine de la formation des compétences. La version intégrale du présent document évalue l'impact du changement de qualité du travail sur la productivité, en : 1) estimant une équation des salaires au niveau micro, qui relie les gains individuels à des caractéristiques individuelles.

téristiques observées comme l'instruction, la qualification professionnelle, le sexe et l'âge; et 2) utilisant les coefficients estimés dans une année de base pour évaluer les changements de qualité relative de la population active en calculant les salaires prédits moyens pour les travailleurs dans deux années différentes, et formant le ratio de ces moyennes (voir Griliches, 1970).

La grande conclusion est que la qualité de la population active a augmenté plus vite au Royaume-Uni dans la période de réforme d'après 1979 qu'en Allemagne de l'Ouest ou aux États-Unis. L'écart par rapport à l'Allemagne est de 0,66 point par an. Si l'on suppose que la part du travail est de 65 %, on pourrait s'attendre que cet écart donne 0,4 point par an de croissance plus rapide de la productivité du travail au Royaume-Uni par rapport à l'Allemagne. Un calcul semblable révèle que les améliorations relatives de la qualité de la population active ont représenté 0,3 point par an d'écart de croissance de la productivité par rapport aux États-Unis. La productivité du travail, corrigée des tendances du capital, a progressé à peu près au même rythme dans chacun des trois pays dans la période 1979-1998, si bien que la croissance de la productivité au Royaume-Uni, nette de la croissance de la qualité du travail, a été plus lente que prévu au cours de la réforme, par rapport à l'Allemagne et aux États-Unis. L'absence de données sur les caractéristiques des travailleurs britanniques et allemands dans les années 60 empêche d'évaluer de façon définitive si les *déplacements* de la croissance tendancielle de la qualité du travail peuvent expliquer que la croissance de la productivité a ralenti davantage en Allemagne de l'Ouest qu'en Grande-Bretagne. L'extrapolation de données limitées pour la fin des années 70 amène à penser que le taux de croissance de la qualité de la population active s'est accéléré au Royaume-Uni et a diminué en Allemagne après 1979-1980. Ces régimes recourent les variations relatives des taux de croissance de la productivité.

Sommaire des changements de tendances de la croissance de la productivité

Le tableau 3 résume la tentative que nous avons faite pour décomposer la croissance de la productivité au Royaume-Uni, en Allemagne de l'Ouest, en France et aux États-Unis en composantes attribuables au mouvement de sortie de l'agriculture, à l'augmentation du capital par unité d'intrant de travail, et au changement de qualité du travail. Pour simplifier les choses, nous nous concentrons sur les tendances de la productivité par heure.⁵ Les changements sectoriels qui se traduisent par des sorties de l'agriculture aident à expliquer une partie de la croissance de la productivité plus rapide en France et en Allemagne par rapport au Royaume-Uni (ou aux États-Unis) avant 1979. Après 1979, le gros du rajustement était terminé, ce qui s'est soldé par un plus net ralentissement de la productivité pour la France et l'Allemagne que pour le Royaume-Uni ou les États-Unis. L'augmentation du capital par unité de travail est une composante importante de la croissance de la productivité dans tous les pays. Les taux tendanciels de croissance de la productivité sont très semblables au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, cependant, si bien que l'on pourrait croire que les tendances de l'investissement relatif n'ont pas été une grande source de croissance différentielle de la productivité entre ces trois pays. Le ralentissement de l'accumulation de capital a été plus faible aux États-Unis, et une correction du capital se traduit par un alignement plus étroit des tendances de la productivité aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Après correction des changements sectoriels et des tendances du capital, le taux de croissance de la productivité au Royaume-Uni dans la période 1960-1979 a été de 1,5 % par an — 0,7 % à 0,9 % par an de moins qu'en Allemagne de l'Ouest ou en France, mais 0,2 % par an de plus qu'aux États-Unis. Étant donné les limitations

des données disponibles, nous sommes incapables d'estimer quelle part de l'écart entre le Royaume-Uni et ses principaux concurrents d'Europe était imputable à un ralentissement de croissance de la qualité du travail : nous soupçonnons que cela peut constituer un facteur de la différence entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. Après 1979 la croissance — rajustée — de la productivité du Royaume-Uni a été de 1,4 % par an — ce qui n'est que légèrement en deçà du taux des décennies précédentes, et à peu près la même chose que les taux observés pour l'Allemagne, la France et les États-Unis. Nous estimons que la croissance de la qualité du travail a été un peu plus rapide au Royaume-Uni qu'en Allemagne ou aux États-Unis dans les années 80 et 90. Le taux de croissance de la productivité au Royaume-Uni qui est attribuable aux gains d'efficacité, au changement technologique et à d'autres facteurs non observés a donc été plus faible au Royaume-Uni qu'en Allemagne de l'Ouest ou aux États-Unis.

Le résultat net est que, bien que les divers facteurs que nous avons analysés puissent expliquer une part de l'amélioration de la performance relative du Royaume-Uni à l'ère des réformes du marché, il reste néanmoins une reprise de la croissance du PIB par adulte d'âge actif (et par habitant) au Royaume-Uni comparativement à ses principaux concurrents de l'UE.

Le lien entre les réformes et la performance de la productivité

Les réformes économiques opérées au Royaume-Uni dans les années 80 et 90 sont-elles la *cause* des changements de performance économique documentés à la section précédente? Étant donné la complexité des réformes et les chevauchements qui les caractérisent, ainsi que la difficulté de dire ce qui serait arrivé dans l'économie du Royaume-Uni sans les réformes, la

question est difficile. Plutôt que de tenter d'y répondre, nous posons une question plus modeste : y a-t-il un lien plausible entre certaines des grandes réformes et les changements économiques que nous avons documentés, et en particulier la performance de la productivité?

Avant 1979, la croissance de la productivité était d'environ 1 % par an plus lente au Royaume-Uni qu'en Allemagne ou en France (sans les changements sectoriels). Après 1979, l'écart a disparu. Les tendances de l'accumulation de capital n'expliquent rien de la convergence, qui peut être en partie attribuable à l'augmentation de la qualité du travail au Royaume-Uni. Après correction des tendances de l'accumulation de capital, les tendances de la croissance relative de la productivité au Royaume-Uni et aux États-Unis étaient très semblables, avant comme après 1979. Les explications possibles des résultats de la productivité comprennent des réformes qui ont écarté les obstacles à la croissance de la productivité au Royaume-Uni, ou qui ont fait augmenter, une fois pour toutes, la productivité des entreprises du Royaume-Uni.

De nombreuses réformes des politiques du Royaume-Uni auraient pu contribuer à l'accroissement de la productivité du travail, et notamment : les lois qui ont réduit la couverture et le pouvoir des syndicats, ce qui a provoqué une remise en question de certaines politiques syndicales; la privatisation d'industries nationalisées; et la création d'incitations au travail indépendant et à l'actionnariat.

Certaines des réformes initiales les plus éclatantes instituées par M^{me} Thatcher visaient à affaiblir les syndicats. Les *Employment Acts* de 1980, 1982 et 1984 ont limité le piquetage secondaire, aboli les procédures statutaires de reconnaissance syndicale, affaibli l'atelier fermé, et imposé des changements à la régie interne des syndicats (comme le scrutin obligatoire avant toute grève). En outre, d'autres mesures gouvernementales, comme la privatisation d'indus-

tries d'État à fort taux de syndicalisation et l'abolition des exigences contractuelles de verser des salaires négociés avec un syndicat, ont considérablement affaibli le soutien indirect du gouvernement pour le syndicalisme et la négociation collective (Pencavel, 2002). Les taux de syndicalisation, qui ont atteint un sommet de plus de 50 % en 1980, n'ont pas cessé de diminuer dans les décennies qui ont suivie; en 1999, ils étaient de moins de 30 % des travailleurs salariés. L'activité de grève a dégringolé dans les années 80 (Pencavel, 2002). La présence de syndicats multiples dans un même lieu de travail, qui a contribué à certains des pires excès de l'histoire des relations industrielles britanniques de la période d'avant 1980, a aussi diminué. La preuve révèle que la relation entre la productivité et la négociation collective s'est transformée au cours de cette période. Pencavel (2002) s'autorise de données tirées de l'Enquête sur les relations industrielles en milieu de travail (ERIMT) réalisée en 1998, pour conclure que, à la fin des années 90, les établissements syndiqués n'étaient pas moins productifs, en moyenne, que les établissements non syndiqués. Par comparaison, l'analyse de Pencavel sur des données semblables de l'ERIMT de 1990, et les études d'autres chercheurs (p. ex., Machin, Stewart et van Reenan, 1993) révèlent que les établissements syndiqués ont été nettement désavantagés au plan de la productivité au cours des années antérieures.

Ces conclusions révèlent que les réformes liées aux réductions du pouvoir syndical ont eu un certain effet sur la productivité mesurée du Royaume-Uni. Ainsi, si la productivité des 43 % de salariés du secteur privé qui travaillaient dans des établissements non syndiqués en 1979 avait été 10 % de moins que celle des autres travailleurs, alors l'élimination de l'écart syndical de productivité pourrait contribuer à un gain de productivité globale de 4,3 points entre 1979 et 1999. Certains analystes ont fait valoir que l'évo-

lution du climat des relations industrielles au Royaume-Uni a amené un changement permanent du taux de croissance de la productivité (Bean et Crafts, 1996). Cependant, l'analyse empirique là-dessus est relativement limitée (voir Pencavel, 2002), et nous considérons que le gain de 4,3 points sur l'ensemble de la période est une limite supérieure généreuse des gains possibles à associer à l'élimination de l'effet de productivité négatif des syndicats.⁶

Et que dire de l'effet de la privatisation des industries sur la productivité? En 1979, 12 % du PIB du Royaume-Uni était produit dans des sociétés sous propriété publique; en 1997, seulement 2 % du PIB du Royaume-Uni était produit dans des entreprises sous propriété publique. Bien que, comme Green et Haskel (2002) le démontrent, la croissance de la productivité n'ait pas été le principal motivateur de la privatisation dans les premières années du règne Thatcher, la conviction — fort répandue — que les entreprises privées sont plus efficaces que les entreprises d'État indique qu'une privatisation d'une telle ampleur aurait pu contribuer à l'amélioration de la productivité relative dans les années 70 à 90. La preuve de l'industrie révèle que la privatisation elle-même n'a pas eu un effet énorme sur la productivité, qui s'est amélioré dans certaines industries mais pas dans d'autres, et que la productivité a crû très rapidement dans la période qui a précédé la privatisation, pendant que le gouvernement cherchait à améliorer les opérations afin de relever l'attrait des entreprises pour le secteur privé. La productivité du travail entre 1980 et 1992 a augmenté pour les usines qui étaient publiques en 1990 et privées en 1992, et l'augmentation s'est concentrée dans la période qui a précédé immédiatement la privatisation. Avec d'autres analystes, ils ont souligné que l'accroissement de la concurrence après la privatisation semble être le principal facteur de différenciation des secteurs où la privatisation a été associée à une amélioration de la productivité et ceux

où elle a été associée à la stagnation ou au recul de la productivité par rapport aux entreprises privées ou aux repères internationaux.

Pour avoir une estimation grossière de la part que cela aurait pu ajouter à la croissance de la productivité globale, nous supposons, comme eux, que cette amélioration est le fait du processus de privatisation. Au Royaume-Uni, 1,4 % de la main-d'œuvre était employée dans des industries nationalisées en 1995, comparativement à 7,3 % en 1975, ce qui indique que la privatisation a déplacé près de 6 % de la main-d'œuvre du secteur public vers le secteur privé. Il n'existe pas de « meilleure » estimation universelle de l'effet de la privatisation sur la productivité, mais une estimation généreuse fondée sur les données de Green et Haskel au sujet des usines est que la privatisation a provoqué un gain de productivité du travail de près de 20 % au-dessus de l'augmentation du secteur privé. Cela signifierait une augmentation de productivité globale de 1,1 % entre 1979 et 1999. Nous considérons que c'est une limite supérieure généreuse des gains éventuellement associables à la privatisation, puisqu'elle donne le gain de 19 % à tous les secteurs privatisés, alors qu'il n'y a, de fait, pas eu d'amélioration de la productivité dans certaines industries.

Un autre domaine où le Royaume-Uni a fait d'importants changements orientés vers le marché, au niveau micro, est l'institution de divers programmes de « rémunération partagée », qui donnent aux salariés une raison d'accroître la performance de l'entreprise, soit par le partage des bénéfices soit par une participation au capital-actions. Conyon and Freeman (2002) démontrent que la productivité est plus élevée dans les entreprises qui ont de ces programmes que dans les autres. Les programmes que le gouvernement du Royaume-Uni a avantagés par un allègement fiscal n'ont pas tous eu un effet positif sur la productivité, mais le plus important — le régime approuvé de partage des bénéfices qui a été insti-

tué dans la *Finance Act* de 1978 et que le gouvernement a remplacé par un régime d'actionnariat pour tous les salariés en 2000 — a un effet productivité estimé de l'ordre de 10 % (Canyon et Freeman, 2002, pièce 5c, d'après les rendements du marché des actions) à 18 % (pièce 4, d'après les estimations de la fonction de production). Millward, Bryson et Forth (2000) démontrent qu'il y a eu une augmentation de la proportion des établissements d'industrie et de commerce comptant 25 salariés et plus et ayant un régime de participation aux bénéfices, une augmentation qui l'a fait passer de 19 % en 1984 à 46 % en 1998. Les données de l'Inland Revenue traduisent également une augmentation exceptionnelle du nombre de travailleurs qui ont reçu des paiements rendus possibles par une aide fiscale au titre de régimes de partage des bénéfices approuvés par le gouvernement. En 1979, environ un quart de ce nombre de travailleurs étaient susceptibles d'avoir pu profiter de ces régimes. Nous appuyant sur les enquêtes menées auprès des établissements et les données de l'Inland Revenue, nous estimons que la proportion de travailleurs britanniques participant à ces régimes a augmenté d'environ 20 points. Cela signifie un gain de productivité de l'ordre de 2,0 %, qui pourrait aller jusqu'à 3,8 %.⁷

Les réformes britanniques ont aussi poussé les travailleurs à devenir indépendants. La proportion de la main-d'œuvre du Royaume-Uni qui était constituée de travailleurs indépendants est passée de 8,4 % en 1980 à 13,1 % en 1990, puis s'est stabilisée. Sur l'ensemble de la période, la proportion de travailleurs indépendants a crû de 4,3 points. En général, les travailleurs indépendants gagnent moins que les salariés, l'écart entre les deux étant de l'ordre de 10 %. Si l'on explique cet écart par des différences de productivité, il faut conclure que cette réforme a réduit la productivité de 0,4 %. Par contraste, le pourcentage des travailleurs qui étaient indépendants en Allemagne et aux États-Unis a chuté au cours de

cette période, dans une large mesure à cause du recul de l'emploi agricole, dans le cas de l'Allemagne.

Pour résumer les effets qu'a pu avoir sur la productivité le changement de la relation entre le syndicalisme et la productivité (4,3 %), la privatisation (1,1 %), les régimes de participation aux bénéfices et d'actionnariat (2,0 %) et le travail indépendant (-0,4 %), nous estimons que la preuve, au niveau micro, de l'effet de réformes particulières sur la productivité a pu représenter, dans le cas du Royaume-Uni, une augmentation de productivité de l'ordre de 7 %, ou d'environ 0,35 % par an. C'est à peu près le quart de la différence des taux de croissance entre la période d'avant la réforme (1960-1979) et la période de la réforme (1979-1999) présentée à la partie C du tableau 2, et une proportion éventuellement plus élevée des taux de croissance corrigés de l'amélioration de la qualité du travail. Il s'agit, à coup sûr, d'estimations grossières. Elles sont fondées sur les changements absolus survenus au Royaume-Uni plutôt que sur les changements survenus au Royaume-Uni par rapport aux autres pays, bien que nous ayons vu que les réformes ont été beaucoup plus vastes au Royaume-Uni qu'en France, en Allemagne et aux États-Unis. Nous concluons que le cumul des effets estimés des micro-réformes atteint un ordre de grandeur tel qu'il est permis de penser qu'elles expliquent une partie de l'accélération de la croissance de la productivité du Royaume-Uni par rapport à l'Allemagne et la France.⁸

Conclusion

Nous avons examiné dans cet article les réformes du marché que le Royaume-Uni a opérées dans les années 80 et 90 et le progrès économique relatif du pays par rapport aux autres pays avancés. La preuve révèle que les réformes du marché ont été plus grandes au

Royaume-Uni que dans la plupart des autres pays avancés et que le Royaume-Uni a stoppé la tendance presque séculaire du recul économique relatif du Royaume-Uni par rapport à ses concurrents de toujours, l'Allemagne et la France. Il est difficile de lier les réformes à l'amélioration de la performance économique par rapport à ces autres pays, mais, au minimum, notre analyse a révélé que la transformation de l'économie du Royaume-Uni ne saurait s'expliquer facilement par les changements macro-économiques types du travail et du capital. À moins de contre-preuve concrète non équivoque de ce qui serait arrivé si le Royaume-Uni n'avait pas opéré ses réformes, nous ne pouvons pas juger définitivement les réformes du marché. Mais, au vu de l'ensemble de la preuve, elles semblent avoir joué un rôle positif dans la croissance économique globale en général et la croissance de la productivité en particulier.

Notes

* Ce texte est une version abrégée d'un document plus long intitulé « What Have Two Decades of British Economic Reform Delivered? », à paraître bientôt dans le volume *Seeking a Premier League Economy*, qui sera publié sous la direction de Richard Blundell, David Card et Richard B. Freeman par la University of Chicago Press pour le NBER. La version non abrégée peut être consultée à www.csls.ca sous *Observateur International de la productivité*. Nous sommes extrêmement redevables à Andrew Sharpe d'avoir aidé à la production d'un condensé de l'article. Courriel : card@econ.berkeley.edu.

1 Il s'agit ici du PIB par habitant en unités de parité des pouvoirs d'achat (PPA), selon tableau 1, qui comprend 13 pays de l'OCDE. Le rang précis du Royaume-Uni varie avec le nombre de pays pris en compte dans l'analyse et selon les divers rajustements de PPA utilisés.

2 La tendance à faire une plus large place aux marchés et à obliger le gouvernement à s'effacer n'est pas l'apanage du Royaume-Uni. De nombreuses autres économies avancées ont aussi réagi aux défis économiques des années 80 et 90 en donnant aux marchés une plus grande marge de manœuvre pour la répartition des ressources et l'établissement des prix. Toutes les grandes économies ont éliminé les mesures restreignant la circulation du capital au début des années 80. La plupart ont privatisé les industries d'État dans les années 80 et 90. Toutes ont abaissé les taux d'imposition

marginaux pour les gros revenus. La plupart ont aussi assoupli les contrats de travail, délaissant la formule de l'établissement des salaires au niveau national et leur préférant des conventions collectives plus localisées dans les années 90. Pour sa part, la Commission de l'UE a préconisé des politiques de concurrence et la réduction des subventions aux industries en perte de vitesse, tout en proposant une charte sociale uniforme pour réglementer les résultats sur le marché du travail. En dehors de l'UE, les autres pays anglophones — les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande — ont pris le parti d'une réduction de l'intervention de l'État et des institutions dans l'économie.

- 3 Voir, p. ex., Griliches (1970). Dans ce cadre, les déplacements sectoriels peuvent être modélisés comme améliorations de l'efficience.
- 4 Les données ont été compilées par Mary O'Mahoney du National Institute du Royaume-Uni. Pour maintenir au maximum la comparabilité internationale, O'Mahoney applique un ensemble convergent de facteurs de dépréciation géométrique. De même, par souci de compatibilité avec les pratiques des autres pays, il a fallu dégonfler la série sous-jacente de l'investissement en matériel informatique aux États-Unis, en utilisant un indice traditionnel à base de coûts plutôt que l'indice de prix hédonique mis au point par le U.S. Bureau of Economic Analysis (BEA) (voir O'Mahoney, 1996, p. 174-176). Par conséquent, le taux de croissance du stock de capital aux États-Unis dans les années 90 est légèrement plus lent que celui que révèlent les données officielles du BEA.
- 5 Les calculs des tendances de la productivité par travailleur sont semblables.
- 6 Une façon dont les syndicats auraient pu, en théorie, diminuer la productivité du travail aurait été d'amener les entreprises à diminuer leur investissement par un effet de « hold-up » : une entreprise syndiquée qui investit dans du nouveau matériel peut s'attendre de devoir payer des salaires plus élevés plus tard, d'où réduction du rendement effectif du capital (Grout 1984). Nos données ne donnent aucune indication que cela se soit produit au Royaume-Uni. Malgré le recul des taux de syndicalisation au Royaume-Uni, et la tendance apparente à une plus grande collaboration dans les relations avec les employeurs, le taux de croissance du capital par travailleur (ou du capital par heure) ne s'est pas accéléré au Royaume-Uni par rapport à l'Allemagne de l'Ouest ou à la France. Soit que l'effet de sous-investissement ait été relativement faible avant les réformes des années 80 et 90, soit que la désyndicalisation et l'amélioration du climat des relations industrielles n'aient pas pesé bien lourd dans les décisions d'investissement des employeurs britanniques.
- 7 Nous établissons cette estimation en multipliant l'effet productivité de 10 % par l'augmentation de 20 points de la proportion de travailleurs participant aux régimes d'options de participation aux bénéfices.
- 8 La version non abrégée du présent document analyse les effets des réformes sur les incitations au travail.

Références

- Bean, Charles et Nicholas Crafts (1996) « British Economic Growth since 1945 : Relative Economic Decline...and Renaissance? » in Nicholas Crafts and Gianni Toniolo, eds., *Economic Growth in Europe since 1945*. (Cambridge : Cambridge University Press).
- Blanchflower, David G. et Lisa M. Lynch (1994) « Training at Work : A Comparison of U.S. and British Youths », in Lisa M. Lynch (ed) *Training and the Private Sector*. (Chicago : University of Chicago Press for NBER).
- Broadberry, Stephen N. et Karin Wagner (1996) « Human Capital and Productivity in Manufacturing During the Twentieth Century : Britain, Germany, and the United States », in Bart van Ark and Nicolas Crafts (eds) *Quantitative Aspects of Post-war European Economic Growth*. (Cambridge : Cambridge University Press).
- Conyon, Martin J. et Richard B. Freeman (2002) « Shared Modes of Compensation and Firm Performance : UK Evidence. » In Richard Blundell, David Card and Richard Freeman, editors, *Seeking a Premier League Economy*, (Chicago : University of Chicago Press for NBER), à venir.
- Feinstein, Charles H (1999) « Structural Change in the Developed Countries During the Twentieth Century ». *Oxford Review of Economic Policy* 15 (Winter) : 35-55.
- Green, Richard et Jonathan Haskel (2002) « Seeking a Premier League Economy: The Role of Privatisation », in Richard Blundell, David Card and Richard Freeman, editors, *Seeking a Premier League Economy*, (Chicago : University of Chicago Press for NBER), à venir.
- Griliches, Zvi (1970) « Notes on the Role of Education in Production Functions and Growth Accounting », in W. Lee Hansen, ed., *Education, Income and Human Capital*. (New York : Columbia University Press).
- Grout, Paul A (1984) « Investment and Wages in the Absence of Binding Contracts : A Nash Bargaining Approach », *Econometrica* 52 (March) : 449-460.

- Machin, Stephen, Mark Stewart, et John van Reenan (1993) « Multiple Unionism, Fragmented Bargaining and Economic Outcomes in Unionized U.K. Establishments », in David Metcalf and Simon Milner (eds.) *New Perspectives on Industrial Disputes* (London : Routledge).
- Millward, Neil, Alex Bryson, et John Forth (2000) *All Change at Work? : British employment relations 1980-98*, tableau 6.13. (NY: Routledge) .
- O'Mahony, Mary (1996) « Measures of Fixed Capital Stocks in the Post-war Period : A Five Country Study », in Bart van Ark and Nicolas Crafts (eds), *Quantitative Aspects of Post-war European Economic Growth*. (Cambridge : Cambridge University Press).
- Pencavel, John (2002) « The Surprising Retreat of Union Britain », in Richard Blundell, David Card, and Richard Freeman (eds.) *Seeking a Premier League Economy*. (Chicago : University of Chicago Press for NBER), à venir.